Déclaration Liminaire au CDAS du 19 octobre 2021

Monsieur le Président,

Ce n'est pas la poursuite effrénée de la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité qui va améliorer les situations professionnelles et personnelles des agents. Ces réformes ont des conséquences directes et néfastes. Vous en avez l'écho régulièrement dans les services de l'Eure. A ce titre, l'action sociale se doit de répondre aux besoins et aux attentes des agents, fortement impactés dans leur quotidien d'autant plus dans la période éprouvante que l'on traverse actuellement.

Solidaires Finances dénonce la braderie précipitée des centres de vacances EPAF qui, une fois de plus, a pour seule finalité de liquider l'action sociale, afin de réaliser toujours et encore des économies sur le dos des agents. Nous renouvelons les questions posées en national. Quelles prestations seront proposées aux agents en 2022 et les années suivantes ? Quels tarifs seront proposés, dans les résidences conservées et dans celles vendues ?

Solidaires Finances revendique un réseau de proximité, nécessitant le maintien d'une délégation départementale d'action sociale capable de répondre aux besoins du personnel et d'y apporter des solutions. En aucun cas notre fédération ne cautionnera une régionalisation destructrice pour l'action sociale et qui va à l'encontre des intérêts des personnels.

Concernant le budget local 2021, Solidaires Finances s'insurge une nouvelle fois de la baisse de 5 % du budget annuel mais aussi, contre le recours systématique à une réserve nationale de 6 % dont on ne connaît toujours pas l'utilisation, malgré nos demandes réitérées et insistantes aux différents CDAS, et ce depuis début 2020.

Alors, sérieusement, pouvez vous nous indiquer ce qu'est devenu le Fonds d'Innovation Locale créé en 2019 (et doté d'un fonds national de 100 000€) ?

Les représentants de Solidaires Finances au CDAS de l'Eure.